

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	19	6

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Soutien au développement
territorial et animation - Incubateurs -
Attribution de subventions

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.138

Date de la convocation :
Le 10/07/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 JUL. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **27 JUL. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 juillet 2018

L'an deux mil dix-huit et le 16 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Joseph VALETTE

Monsieur LEONETTI,

1) La C.A.S.A. à l'appui des acteurs de l'animation et de la création d'entreprises

Par délibération du 26 septembre 2016, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis s'est engagée à poursuivre et renforcer son soutien aux acteurs du développement économique sur Sophia Antipolis.

Les incubateurs et réseaux participent depuis de nombreuses années au développement et au rayonnement et attractivité de Sophia Antipolis à travers des actions spécifiques :

- Accompagnement des étudiants entrepreneurs à travers le programme « PEPITE Est » ;
- Sélection et accompagnement de projets de créations d'entreprises innovantes selon des critères propres ou les critères d'innovation de la BPI ;
- Ateliers, déjeuners de réseautage et conférences ;
- Participation aux événements organisés par le pôle accueil et hébergement des entreprises.

2) Les structures d'accompagnement et de soutien aux projets de création d'entreprises

L'incubateur PACA-Est, association fondée en 2000, accompagne depuis 17 ans les projets de création d'entreprises innovantes. L'association compte 28 membres (personnes morales) en 2016, et 6 salariés, qui se partagent les missions d'accompagnement dans les bureaux de Sophia Antipolis, Toulon et Nice. A Sophia Antipolis, l'incubateur est hébergé au business pole et propose de l'hébergement aux projets sélectionnés pour une période de 2 ans.

Télécom ParisTech s'est doté d'un incubateur à Paris qui a été relayé par la création d'un second incubateur en Mai 2006 à Sophia Antipolis. Télécom ParisTech s'est implanté sur la technopole en se rapprochant de sa filiale Eurecom, et a donné naissance à l'incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs. Accompagnement de 10 – 15 porteurs de projets en incubation + une dizaine de futurs entrepreneurs en maturation.

3) Les objectifs de ces structures s'alignent sur la stratégie de développement économique et d'attractivité territoriale de la C.A.S.A.

Les objectifs pour l'année 2018 de ces structures sont les suivants :

- Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de la C.A.S.A. en accompagnant des porteurs de projets sélectionnés selon les modalités propres de chaque structure :
 - **Incubateur PACA – Est :**
 - Maintenir ou augmenter le nombre d'entrées en incubation par rapport à 2017 ;
 - Poursuivre les actions menées pour les entreprises en incubation ;
 - Mener des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3^e cycle d'UCA.
 - **Incubateur Telecom ParisTech :**
 - Maintenir ou augmenter le nombre d'entrées en incubation par rapport à 2017 ;
 - Poursuivre les actions menées pour les entreprises en incubation ;
 - Mener des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3^e cycle d'UCA.
- Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers des événements réguliers :
 - Mettre en place des conventions de partenariat avec la French Tech pour l'organisation ou la participation à des actions en faveur des entreprises du numérique ;
 - Participer dans la mesure du possible aux événements organisés par la mission « accueil et hébergement des entreprises » : conférences, présentations, séances de networking...
- Recrutement ou fidélisation des membres existants :
 - **Incubateur PACA – Est :** poursuivre la politique de fidélisation des membres existants ;
 - **Incubateur Telecom ParisTech :** poursuivre la politique de fidélisation des membres existants.

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. les montants suivants :

	Montant demandé en 2018 (€)	Montant octroyé en 2018 (€)	Montant demandé 2017	Montant octroyé 2017	Budget total (€)
Incubateur Paca-Est	80 000 €	65 000 €	100 000 €	80 000 €	1 072 700 €
Incubateur Telecom Paris Tech	130 000 €	90 000 €	120 000 €	105 000 €	378 000 €

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire de valider les propositions suivantes en termes de subvention et d'indicateurs de performance :

	Montant proposé (€)	Budget total (€)	Ratio subvention CASA / budget
Incubateur Paca-Est	65 000,00 €	1 072 700 €	6.06 %
Incubateur Telecom Paris Tech	90 000 €	378 000 €	23.81 %

En termes d'indicateurs, il est proposé d'instaurer pour chaque entité les indicateurs suivants :

Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de la C.A.S.A. en accompagnant des porteurs de projets sélectionnés selon les modalités propres de chaque structure	
Incubateur PACA – Est	Nombre de projets ayant candidaté Nombre d'entrées en incubation Liste des actions menées pour les entreprises en incubation Liste des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3 ^e cycle d'UCA.
Incubateur Telecom ParisTech	Nombre de projets ayant candidaté Nombre d'entrées en incubation Liste des actions menées pour les entreprises en incubation Liste des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3 ^e cycle d'UCA.

Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers des évènements régulier	
Toutes les structures	Conventions de partenariat avec la French Tech pour l'organisation ou la participation à des actions en faveur des entreprises du numérique Participation dans la mesure du possible aux évènements organisés par la mission « accueil et hébergement des entreprises » : conférences, présentations, séances de networking... Nombre de candidatures du territoire reçues pour les évènements / concours organisés
Recrutement ou fidélisation des membres existants	
Incubateur PACA – Est	Actions de fidélisation des membres Niveau de satisfaction générale des incubés
Incubateur Telecom ParisTech	Actions de fidélisation des membres Niveau de satisfaction générale des incubés

Les projets de subvention aux incubateurs représentent un coût global de 155 000 € pour la Communauté d'Agglomération.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants de soutien aux incubateurs et de leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 155 000 €, à répartir comme suit :
 - **Incubateur PACA – Est : 65 000,00 €**
 - **Incubateur Telecom ParisTech : 90 000 ,00 € ;**
- d'approuver les termes des deux conventions de partenariat, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ces deux conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6547/90 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal de l'année 2018 - Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants de soutien aux incubateurs et de leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 155 000 €, à répartir comme suit :
 - **Incubateur PACA – Est : 65 000,00 €**
 - **Incubateur Telecom ParisTech : 90 000 ,00 € ;**
- d'approuver les termes des deux conventions de partenariat, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ces deux conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6547/90 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal de l'année 2018 - Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 juillet 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION INCUBATEUR PACA EST

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 16 juillet 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée « Association Incubateur PACA-Est » régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la création d'entreprises, dont le siège social est situé à C/O Business Pôle, 1047 route des dolines, 06560 VALBONNE, représentée par Mr Laurent LONDEIX agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Incubateur PACA-Est**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, l'Association Incubateur PACA-Est, exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence d'aide à la création d'entreprises innovantes valorisant les résultats de leurs recherches. La loi sur l'innovation du 12 juillet 1999 a donné aux établissements universitaires et aux organismes de recherche la possibilité de mettre en place des incubateurs, structures d'aide et de soutien à la création d'entreprises innovantes valorisant les résultats de leurs recherches.

L'Incubateur PACA-Est fait partie des 29 incubateurs académiques sélectionnés et subventionnés par le Ministère en charge de la Recherche, il a été créé en juillet 2000 et est opérationnel depuis janvier 2001.

Ses objectifs se concentrent sur la valorisation des compétences et le transfert des technologies issus des laboratoires universitaires et organismes de recherche publics pour permettre la création d'entreprises innovantes et donc d'emplois à haute valeur ajoutée.

Généraliste, l'Incubateur PACA-Est accompagne des projets sur différents domaines thématiques et technologiques sur les axes suivants :

- Accompagnement : un chargé d'affaires suit l'évolution du projet durant la durée d'incubation. Ce suivi est complété par des formations et conseils assurés par des prestataires externes ;
- Attribution d'une enveloppe financière : avance remboursable en cas de succès en 4 annuités à compter de la troisième année qui suit la sortie d'incubation.

Cette enveloppe peut être utilisée par les porteurs de projets pour financer des prestations telles qu'une étude de marché, la création d'un site internet, le dépôt de brevets... ;

- Facilité d'hébergement : l'incubateur dispose de locaux au Business Pôle. Il entretient par ailleurs des relations privilégiées avec les pépinières d'entreprises (la Pépinière du Business Pôle, Nice Côte d'Azur, Cré@tv, Grasse) afin d'assurer la transition des projets incubés vers ces structures.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir le programme d'actions 2018.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Incubateur PACA-Est s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accompagnement à la réalisation d'entreprises innovantes, issues ou adossées à des organismes de recherche, dans les départements Alpes maritimes et du Var. Le but étant au final, la création d'entreprises et d'emplois qualifiés à forte valeur ajoutée sur le territoire « PACA Est »

Les actions de l'Incubateur PACA-Est sont les suivantes :

- accompagnement de créateurs d'entreprises innovantes en lien avec la recherche publique, des étudiants de l'université de Nice Sophia Antipolis, Université Côte d'Azur, de SKEMA BS ; Ecoles ou formations d'Ingénieurs publiques et privées
- aiguillage de projets sur les pépinières Business Pôle EU BIC et Starteo ;
- apports de compétences auprès des Start Up du Business Pôle EU BIC en partenariat et complémentarité avec la C.A.S.A., dans le cadre du Label EU BIC ;
- contribution à l'organisation d'un réseau d'entrepreneurs de la C.A.S.A. permettant aux actuels et anciens incubés d'échanger sur leur expériences et bonnes pratiques.

En contre partie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'Incubateur PACA-Est pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2018.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 1 072 700 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 65 000 €.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % soit 45 500 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant soit 19 500 € seront versés si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

5.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

L'Incubateur PACA-Est s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de projets ayant candidatés
- Nombre d'entreprises présentées en comité et validées par le bureau décisionnel
- Liste, activités et nombre des projets incubés au Business Pôle et / ou Starteo
- Liste et nombre des projets incubés sur le territoire C.A.S.A avec leur localisation
- Liste des Entreprises intéressées par des surfaces au Business Pôle et / ou Starteo dans les 3 mois
- Liste et localisation des entreprises à la sortie de l'incubateur sur le territoire CASA
- Le nombre d'animations proposées aux incubés et celles mutualisées avec les hébergés du Business Pôle et / ou Starteo.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

5.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par L'Incubateur Paca-Est.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

5.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'Incubateur PACA-Est s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice ;
- Plus particulièrement, l'Incubateur PACA-Est remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires ;
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2019 ;
- Si l'Incubateur PACA-Est est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **L'Incubateur PACA-Est devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

ARTICLE 7 : ASSURANCE

L'Incubateur PACA-Est reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Incubateur Paca-Est, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'Incubateur PACA-Est s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association Incubateur PACA-Est
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,

Laurent LONDEIX

Jean LEONETTI

2. Budget prévisionnel de l'association/structure

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2018		date de début : 01/01/18	date de fin : 31/12/18
CHARGES	Montant ⁵	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
DEPENSES IMPREVUES		EXEDENT ANTERIEUR REPORTE	
60 – Achats	334 600	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	325 700
Prestations Incubés	330 000	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	2 000	74- Subventions d'exploitation ⁶	587 000
Autres fournitures	2 600	Etat : Ministère de la recherche	225 000
61 - Services extérieurs	74 500	-PRE	
Locations loyer	54 300	-	
Entretien et réparation	7 000	Région PACA	150 000
Assurance	2 000	-	
Documentation + séminaires	11 200	Département(s) : 06 et 83	
62 - Autres services extérieurs	106 100	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	29 000	Intercommunalité(s) : EPCI ⁷ et communes	
Publicité, publication	10 000	- CAPAP – NCA - TPM - CANNES	77 000
Déplacements, missions	49 500	- CASA	80 000
Services bancaires, cotisations	7 500		
Affranchissement, téléphone	10 100		
63 - Impôts et taxes	6 000	Autres Subventions (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	6 000	-	
Autres impôts et taxes		- MARRITIMO	55 000
64- Charges de personnel	405 300		
Rémunération des personnels,	270 200	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	135 100		
Autres charges de personnel			
65- Perte s/créances irrécouvrables	21 000	75 - Autres produits de gestion courante	70 000
66- Charges financières		Cotisations membres	70 000
68- Dotation aux amortissements	3 600	76 - Produits financiers	0
68- Dot P Dépréciation cptes incubés	120 600	78 - Reprises provisions dépréciation douteux	90 000
		79 – Transferts de Charges	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 072 700	TOTAL DES PRODUITS	1 072 700
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	1 072 700	TOTAL	1 072 700

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION INCUBATEUR TELECOM PARISTECH

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 16 juillet 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

Télécom ParisTech, école de l'Institut Mines Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, régi par le décret n° 2012-279 du 28 Février 2012, dont le siège social est situé 46 rue Barrault 75634 Paris Cedex 13 représenté par Monsieur Yves Poilane, Directeur ;

Ci-après désignée « **Télécom ParisTech** »

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Depuis plus de dix ans, Télécom ParisTech fait de la création d'entreprises un de ses axes stratégiques au-delà de ses activités d'enseignement, de recherche et de formation continue.

Télécom ParisTech s'est doté d'un incubateur à Paris qui a été relayé par la création d'un second incubateur en Mai 2006 à Sophia Antipolis. Télécom ParisTech s'est implanté sur la technopole en se rapprochant de sa filiale Eurecom, et a donné naissance à l'incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs.

Cet incubateur s'engage, non seulement, à mettre en œuvre une mission de détection et d'accompagnement de projets de création d'entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis, mais aussi à soutenir les créateurs au niveau de la logistique, de l'hébergement et de l'accompagnement individuel.

Il accompagne en moyenne une dizaine de projets innovants dans les TIC par an, portés par de jeunes ingénieurs ou des anciens de l'école, qui, après une expérience dans le tissu industriel, se lancent avec un projet personnel. Ainsi, depuis le démarrage de l'incubateur, 60 projets ont abouti à la création d'entreprises générant plus de 350 emplois.

Par ailleurs, l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs travaille en synergie avec la Pépinière du Business Pôle et l'Incubateur Paca Est dans le cadre de la démarche qualité induite par le label EU BIC, obtenu en juin 2014.

Dans ce cadre, il est prévu que l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs participe activement au développement de l'innovation, au dynamisme économique du territoire et à la création d'emplois.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de détection et d'accompagnement de projets de création d'entreprises innovants sur le territoire de Sophia Antipolis.

Les objectifs pour l'année 2018 de l'incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs sont les suivants :

- poursuivre, dans le cadre du label EU BIC avec le Business Pole et l'Incubateur Paca Est, une Plateforme d'Animation et d'Accélération pour la création d'entreprises du numérique (PAACEN) pour accueillir et accompagner les porteurs de projet pour faire émerger et encourager les meilleurs projets à aller vers l'incubation ;
- favoriser les essaimages et les liens avec les réseaux des anciens Telecom ParisTech, Eurecom et Mines Telecom afin de promouvoir l'Incubateur et encourager la création d'entreprises innovantes sur le territoire ;
- accompagner les projets dès leur entrée à l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs mais également après leur entrée en pépinière afin de leur donner de solides bases pour leur développement et assurer un soutien tout au long du cycle de vie du projet.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2018.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 378 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 90 000 €.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % soit 63 000 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant soit 27 000 € seront versés si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels ou semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

5.1 Bilans trimestriels ou semestriels–Evaluations intermédiaires

L'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de projets ayant candidaté
- Nombre d'entrées en incubation
- Liste des Entreprises intéressées par des surfaces au Business Pôle et / ou Starteo dans les 3 mois
- Liste des actions menées pour les entreprises en incubation
- Liste des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3e cycle d'UCA.
- Le nombre d'animations proposées aux incubés et celles mutualisées avec les hébergés du Business Pôle et / ou Starteo.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'Incubateur à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

- Suivi régulier de l'activité et résultats des comités d'incubation ayant lieu environ tous les deux mois. B
- Bilan de l'action en fin d'année.

➤ L'Incubateur invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

5.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par Télécom ParisTech.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

➤ **Telecom ParisTech devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

5.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés.

Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, Télécom ParisTech remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2019.
- Si Télécom ParisTech est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

L'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par Télécom ParisTech, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Télécom ParisTech s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

Télécom ParisTech et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour Télécom ParisTech,
Le Directeur,

Pour la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis,
Le Président,

Yves POILANE

Jean LEONETTI

Projet n°....

6. Budget⁵ du projet

Année 2018 ou exercice du au

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	67 000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	60 000	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	7 000	74 - Subventions d'exploitation²	310 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	72 000		
Locations	71 000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1 000		
62 - Autres services extérieurs	106 500	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	96 000	CASA	130 000
Publicité, publication	7 000		
Déplacements, missions	3 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	87 500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	87 500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	180 000
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	28 000
		756. Cotisations	28 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles	45 000	77 - Produits exceptionnels	40 000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	378 000	TOTAL DES PRODUITS	378 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicitée de.....130000€, objet de la présente demande représente34,39% du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 16/07/2018
Numéro : BC_2018_138
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Incubateurs - Attribution de subventions
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : F47uWhG

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 27/07/2018
Identifiant : 006-240600585-20180716-BC_2018_138-DE

Acte reçu

Date : 16/07/2018
Numéro interne : BC_2018_138
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Incubateurs - Attribution de subventions
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_138-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4
99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_138-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_138-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_138-DE-1-1_4.PDF
99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_138-DE-1-1_5.PDF

N